

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Éducation : Sylvia Bongo Ondimba au secours de l'école publique de Bambouchine

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

TRÈS engagée dans le social et, surtout, préoccupée au plus haut point par les problèmes d'éducation dans notre pays, la première dame du Gabon a effectué, il y a quelques jours, une visite inopinée à l'école publique de Bambouchine, dans le 6^e arrondissement de Libreville.

Sylvia Bongo Ondimba, accompagnée de la ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq, est allée toucher du doigt les réalités de cet établissement d'enseignement primaire aux

conditions d'apprentissage déplorables. Car, pour se rendre dans leurs salles de classe, les élèves vivent, au quotidien, le calvaire de la route défectueuse. Lorsqu'il ne s'agit pas de problème d'approvisionnement en eau potable, c'est celui de la fourniture en électricité qui se pose. Pis, le dispensaire n'existe que de nom, et ne dispose d'aucun matériel médical.

L'épouse du chef de l'État a saisi cette opportunité pour échanger à cœur ouvert avec les élèves et leurs parents, ainsi qu'avec le corps enseignant et administratif. Ceux-ci fondent, d'ailleurs, beaucoup d'espoir sur ce passage de la first lady dont la fondation qui porte son nom s'engage à



Sylvia Bongo Ondimba au contact des réalités éprouvantes des jeunes apprenants de l'école publique de Bambouchine, ravis de sa visite.

réhabiliter et à procéder à des extensions de l'école. Au cœur de "L'école de l'égalité des chances", le programme qu'elle a initié, via sa fondation, afin d'offrir aux

élèves des quartiers enclavés des conditions adéquates d'apprentissage, Sylvia Bongo Ondimba a également visité le dispensaire de Bambouchine

situé à quelques encablures de l'école. Cette unité sanitaire fera l'objet, elle aussi, d'une réhabilitation par la première dame.

Concours de l'INFASS : 9 190 candidats pour 500 places



Isaac MUKETA MUELE
Libreville/Gabon

APRÈS plusieurs années d'attente, les candidats au concours d'entrée à l'Institut national de formation d'action sanitaire et sociale (INFASS) voient enfin le bout du tunnel. Le ministère de la Santé et des Affaires sociales a lancé cette semaine le concours tant attendu au centre de Libreville ouvert au lycée national Léon-Mba.

9 190 candidats internes et externes, toutes filières confondues, ont ainsi planché durant deux jours pour les 500 places prévues. Le concours portait sur les épreuves

communes de mathématiques et de culture générale. De biologie pour les candidats d'option action sanitaire et de français pour ceux qui ont choisi l'action sociale. Ces deux principales filières regroupent les formations suivantes : imagerie médicale, assistance sociale, infirmier d'État polyvalent, éducation spécialisée. Les candidats externes, à la quête d'un premier emploi, étaient les plus nombreux à participer à ce concours.

Selon la directrice générale de l'INFASS, Caroline Mimbou, les épreuves se sont déroulées dans de bonnes conditions. Et tous les candidats logés à la même enseigne.

Laboratoires médicaux : améliorer l'offre de service et la gouvernance

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LE Laboratoire national de santé publique (LNSP) a organisé hier son premier dialogue de gestion de l'année 2023. Il était question, durant cette séance de travail, de faire le bilan de l'année 2022 et de définir les perspectives 2023.

Au cours des travaux, l'assistance a noté avec satisfaction, et ce malgré quelques difficultés rencontrées au cours de l'année écoulée, l'atteinte des objectifs assignés. Notamment en assurant la réalisation des infrastructures sanitaires par l'augmentation de l'offre des analyses biologiques, par la formation et le recyclage du personnel et en améliorant son cadre juridique par l'élaboration de la politique nationale des laboratoires. Sans oublier l'élaboration des procédures en matière de contrôle d'assurance qualité qui est en cours de finition.

"Les missions du LNSP doivent



Les travaux du LNSP ont permis de dresser le bilan et les perspectives de l'entité.

répondre aux exigences du règlement sanitaire international. Cela passe par le développement des analyses qui nous permettent de détecter les maladies à potentiel économique, par le contrôle de qualité de tous les laboratoires du réseau. Nos missions ne sont pas uniquement concentrées sur Libreville, mais également l'ensemble des laboratoires présents sur notre territoire", a précisé Dr Armel Mintsa, directeur du LNSP.

En termes de perspectives pour

l'année à venir, le LNSP entend améliorer l'offre en analyse médicale et assurer la coordination des services laboratoire avec un système de contrôle national de la qualité ; améliorer la gouvernance par la révision du texte qui crée le LNSP, par la validation de la politique nationale des laboratoires et du plan stratégique, tout en mettant l'accent sur les activités de prévention, de surveillance et de riposte contre la maladie et des risques en santé publique.